

**19 MARS 1962,
LE CSEZ-LE-FEU
ENTRAIT EN VIGUEUR**

Les accords d'Evian à l'aune

Le 18 mars 1962 étaient scellés, entre la délégation du gouvernement français et celle du GPRA, ce qui allait devenir pour l'histoire «Les accords d'Evian» et dont l'aspect le plus emblématique était l'application du cessez-le-feu à compter du 19 mars à midi.

Dans la soirée du 18, le général de Gaulle s'adresse aux Français auxquels il annonce la fin des combats soulignant notamment que «le cessez-le-feu en Algérie, les dispositions adoptées pour que les populations y choisissent leur destin, la perspective qui s'ouvre avec l'avènement d'une Algérie indépendante». Président du GPRA, Benyoucef Benkhedda, tout en félicitant le peuple algérien de cette grande victoire, relève que «la période transitoire est celle qui exige la plus grande vigilance. Le cessez-le-feu n'est pas la paix», mettant ainsi en garde contre «les hordes fascistes et racistes de l'OAS».⁽¹⁾

Effectivement, dès le 19 mars, Alger est en grève et le général Salan, patron de l'OAS, appelle à l'application de la circulaire 29 visant à créer un climat insurrectionnel dans le pays et ciblant, en plus des musulmans, les représentants de la puissance publique française, particulièrement les éléments de la gendarmerie et des CRS. Oran donnera le signal dès le lendemain des massacres aveugles alors qu'à Alger et dans d'autres points du pays se multiplient les actes de violence. Est-ce pourtant — sans doute à raison — que l'histoire enregistre cette journée du 19 mars 1962 non seulement en ce qu'elle consacre la fin négociée d'une guerre enfin reconnue mais bien plus en ce que les accords signés marquent bien et sans ambiguïté la fin de l'ordre colonial en Algérie. Paradoxalement et principalement en Algérie — en France même «OAS Métropole» tentera aussi de prendre pied et de monter des opérations à l'image des attentats ayant visé le général de Gaulle, son ministre de la Culture Malraux ou d'autres intellectuels soutiens de la cause algérienne —, les combats changent d'âme et dans la zone autonome d'Alger en particulier, militants du FLN, forces de l'ordre françaises et réseaux gaullistes allaient se trouver objectivement du même côté face à la politique de terre brûlée de l'OAS.

Eussent-ils amplifié la violence endémique entretenue depuis février 1961 par l'OAS, les accords d'Evian du 19 mars 1962 ne constituaient plus pourtant, depuis au moins quelques semaines, un secret

politique — notamment pour les dirigeants de la minorité européenne et leurs différents relais en France — et les ultimes négociations d'Evian couronnaient une série de contacts à différents niveaux de responsabilité entre gouvernement français et plénipotentiaires du FLN.

Dans sa proclamation historique du 1^{er} Novembre, le Front de libération nationale faisait explicitement de la négociation avec les autorités françaises l'un des objectifs de son action — sur la base de la reconnaissance de l'indépendance et de la souveraineté — et l'histoire de la guerre d'indépendance algérienne est-elle aussi celle de négociations souvent secrètes et le plus souvent avortées mais qui confirmaient peu ou prou la légitimité du FLN comme interlocuteur incontournable dans la recherche d'une issue politique au conflit.

1 - Cessez-le-feu- élections-négociations

Au lendemain de la chute du cabinet Edgar Faure, est-ce la guerre encore et longtemps innommable en Algérie qui dominera les élections de janvier 1956 et c'est sur la question de la paix que le «Front républicain» fait campagne.

C'est à l'enseigne du triptyque «cessez-le-feu - élections - négociations» que Guy Mollet, secrétaire général de la puissante SFIO, appelé à former le nouveau gouvernement, définit sa politique algérienne. Quand bien même enverra-t-il de discrets missionnaires auprès du FLN — notamment Pierre Commin, puis son directeur de cabinet Bégé — Guy Mollet aura tôt fait de se déjuger — par le remplacement du général Catroux par Robert Lacoste en qualité de ministre résident à Alger — au lendemain du virulent accueil que lui auront réservé les Européens marqué, entre autres, par des jets d'œufs sur le cortège officiel du chef du gouvernement. La suite est connue qui verra le gouvernement de Front républicain — soutenu au Parlement par le vote du puissant groupe communiste — faire le choix d'accroître l'effort de guerre en Algérie par le vote des pouvoirs spéciaux en mars de cette année 1956.

Il est important de noter que le souci de prendre parole avec les musulmans algériens, pour clairement contrer le FLN et réduire autant que faire se pouvait son éventuelle emprise sur les populations, apparaît comme consubstantiel du début de l'insurrection. La quadrature du cercle colonial était bien alors de savoir comment sortir les Algériens de l'insoutenable situation de minorité politique et civique devant le refus obsessionnel de toute évolution de la part de la communauté européenne et de ses porte-parole. Cela devait être «l'intégration» version Soustelle qui avait, à cette fin, pris langue avec des personnalités, l'ex-centraliste Cherchali, l'avocat messaliste Ouaguenoun ou encore le porte-parole des Oulémas Kheireddine. Le commandant Monteil, orientaliste connu, ou Germaine Tillon — qui sera à l'origine de la création des «centres sociaux» — pourront aussi rencontrer des dirigeants du MTLN alors en prison. On sait que cette démarche dite de «troisième voix» fut expressément condamnée et battue en brèche lors de l'offensive stratégique du nord constantinois du 20 août 1955 où des personnalités algériennes susceptibles d'entrer dans le jeu du gouverneur général Soustelle furent directement visées. Le manifeste dit des «61» des élus indigènes consacrera d'ailleurs, quelques semaines plus tard, l' inanité politique de cette troisième voix.

2- Les guerres intérieures algériennes

Le congrès de la Soummam, au-delà des seules thèses auxquelles il continue d'être réduit, constitue un tournant décisif dans la clarification des objectifs et de la stratégie du FLN et particulièrement dans la mise en place d'une hégémonie contestée par le pouvoir colonial et ses soutiens.

Ainsi donc et en dépit des efforts soutenus des autorités françaises pour réduire son influence et/ou de lui opposer d'autres forces algériennes en Algérie comme en France, le FLN construit et impose la position de «seul interlocuteur au nom du peuple algérien» qui lui vaudront progressivement diverses offres et approches des gouvernements français. Il faut marquer sans ambages que cette position qui conduira le FLN aux négociations décisives des Rousses et d'Evian sanctionnent aussi les résultats des tragiques «guerres intérieures algé-

riennes» qui mirent aux prises le Front au MNA et l'ALN aux harkas et autres groupes de supplétifs mis en avant par le pouvoir français au nom d'une guerre dite «subversive».

On peut rappeler qu'alors même que s'enclenchent les processus des négociations devant mettre fin au conflit, la tentation continuait d'exister d'y associer d'autres acteurs — le MNA principalement — comme s'y était essayé le ministre des Affaires algériennes Louis Joxe vite désavoué par un général de Gaulle pressé d'en finir avec cette «Algérie qui coûtait plus qu'elle ne rapportait».

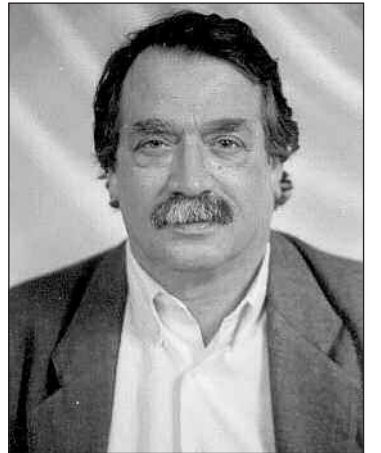
3- Le tournant du 16 septembre 1959

L'allocution du 16 septembre 1959 du président français portant principalement sur la reconnaissance du droit des Algériens à l'autodétermination⁽²⁾ constitue à tous les égards un tournant dans l'histoire de la guerre d'indépendance.

La proclamation du droit «au libre choix que les Algériens voudront faire de leur destin» — que devrait consacrer un référendum dont le général de Gaulle annonce aussi l'organisation — s'inscrit dans une série de prises de position du chef de l'Etat français à compter du mois de mai.

Evoque-t-il ainsi le 9 mai le fait que «nous allons vers des négociations décisives» auquel répond la prise de position du président du GPRA, Ferhat Abbas, le 25 du même mois : «Nous sommes prêts à négocier avec la France sur l'avenir de l'Algérie à trois conditions. Les négociations seront menées entre les représentants de deux gouvernements. Les négociations se dérouleront dans un pays neutre, elles porteront sur tous les aspects du problème algérien.»⁽³⁾

A Alger, les réactions des milieux européens sont sans surprise marquées au coin du rejet sans nuances qu'exprime Alain de Sérigny, le directeur de l'influent *Echo d'Alger* : «Une scandaleuse satisfaction a été donnée au FLN puisque des citoyens habitant le territoire de la République se voient offrir, dans un triple choix, l'éventualité, c'est-à-dire la possibilité de s'en séparer.»⁽⁴⁾ De son côté, le GPRA fait le constat, par le biais de son président, que «cette évolution n'a été possible que parce que depuis cinq ans le peuple algérien résiste victorieusement à l'une des plus sanglantes guerres de la reconquête coloniale.»⁽⁵⁾



**Par le professeur
Abdelmadjid Merdaci
mad.benhacen@yahoo.fr**

4- Topographie de la négociation

Juin 1960. Au lendemain de l'échec d'une tentative de négociation directe avec les maquis de l'intérieur — notamment avec le colonel Si Salah, chef de la wilaya IV — se mettent en place les premiers contacts directs entre plénipotentiaires des deux gouvernements.

La rencontre de Melun, sans rien faire avancer de manière décisive sur le fond, installe pourtant le principe de négociations directes entre le GPRA et le gouvernement français dans l'espace et le débat publics. La délégation du GPRA, conduite par Ahmed Boumendjel, comprenant aussi Mohamed Benyahia et Hakiki Ben Ammar, est quasiment consignée à Melun quatre jours durant et notamment soustraite à la curiosité des médias. Le GPRA qui répondait à une invitation publique à venir «pour trouver avec eux une fin honorable aux combats» fait état de ses propositions. Le cours de l'année 1960 sera celui de l'accélération du processus politique et des décantations des positions. Le 4 novembre, dans une allocution radiotélévisée, le président français fait état pour la première fois d'«une république algérienne qui sera» avant de se rendre en Algérie à la rencontre d'une armée dont il voulait s'assurer la loyauté la veille du décisif référendum sur l'autodétermination algérienne du 8 janvier 1961. La puissance des contre-manifestations algériennes des 10 et 11 décembre — qui répondaient à des provocations et des agressions de manifestants européens — a valeur de plébiscite en faveur du Front.

«Avec modération», disent-ils

Les médias et les politiques français font, comme cela était, par ailleurs, attendu, feu de tout bois pour imposer à une Algérie pour le moins médusée — mais officieusement consentante — un calendrier et une vision de la bonne manière de marquer le cinquantenaire de l'indépendance. Le gouvernement français vient ainsi de signifier son refus d'une célébration officielle des accords d'Evian portant cessez-le-feu au motif que cette date est aussi «celle de l'amorce d'un drame pour les rapatriés, contraints au déracinement et le début d'une tragédie pour les harkis, massacrés dans les semaines qui suivirent au mépris des accords d'Evian». Cette position, qui conforte toutes les actions menées par des groupes d'anciens Européens d'Algérie — auxquels on peut aussi contester le statut de rapatriés puisque la France n'était pas la patrie d'origine de leur

immense majorité — contre l'organisation de rencontres et colloques consacrés à l'événement ces dernières semaines, à Nice, Nîmes, Evian par des organisations de la société civile, dont le respectable mouvement des «Pieds noirs progressistes», jure moins qu'elle n'éclaire la recommandation publique du ministre des Affaires étrangères français d'observer, à l'occasion, de «la modération».

C'est en fait de ce côté-ci de la Méditerranée que cette modération devait être de mise et force est de faire le constat que, sous réserve d'un miraculeux démenti, le message français fait apparemment force de loi et le plus choquant en l'affaire est que la plus haute autorité de l'Etat ait pu consentir à parler par la voix du chef de la diplomatie française. Le fait est que, selon toute apparence, la guerre d'indépendance nationale

fait encore peur en Algérie alors même que le souci, par ailleurs publiquement affiché par l'un des plus importants ministres du gouvernement «de ne pas toucher à l'image de la France», sonne comme un insupportable aveu. Les Algériens — du moins en large partie ceux qui avaient connu la guerre — ont longtemps consenti aux mensonges d'Etat, aux censures du passé, aux mémoires dévoyées ou confisquées par une bureaucratie rentière, et laissent-ils en héritage moins le feu des révoltes fondatrices que ses cendres amères et infertiles. En quoi marquer les anniversaires des accords du cessez-le-feu ou de celui de l'indépendance peut-il contrarier le calendrier politique national puisque c'est, semble-t-il, l'une des raisons officielles des profils bas et de l'incohérent décalage du 5 juillet 2012 au 5 juillet 2013. La France aussi vote et l'incantation

anti-algérienne est une fois de plus au rendez-vous de l'argumentaire du candidat Sarkozy et de ses relais ajoutant au malaise le poids de l'indéchiffrable silence des officiels algériens.

Le croisement est en tout cas troublant, qui peut être aussi honteux. Autant que faire se peut, le signataire de ces lignes se livre, avec la rigueur qu'autorise le travail historique, à l'extrémisme des rappels des faits et des actes qui qualifient l'action coloniale de la France et ses crimes durant notre guerre d'indépendance. Quand à M. Juppé, inattendu dans un rôle de facteur intermédiaire, qu'il sache que c'est aussi sur la connaissance de leur passé que nos enfants construiront leur avenir et c'est encore notre devoir aujourd'hui d'y apporter les nécessaires balises.

A. M.